



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse**

**Arrêté préfectoral complémentaire instaurant une surveillance des eaux souterraines sur le
site anciennement exploité par la société
COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL) à Ecrouves**

**N° 2023-0491
AIOT : 0006200170**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
chevalier de la légion d'honneur
chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 211-1, L. 511-1, R. 512-39-3 et R. 512-39-4 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2002-237 du 26 juin 2002 modifié autorisant la société COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL) à exploiter une activité de stockage d'engrais sous forme solide ou liquide sur le territoire de la commune d'Ecrouves ;

Vu la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation de son installation de stockage d'engrais solide et liquide transmise par la société CAL au Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier du 08 juillet 2020 ;

Vu les éléments d'appréciation suivants transmis par la société CAL : diagnostic de la pollution des sols établi en 2016, étude complémentaire établie en février (FONDASOL - référence PR.67EN.21.0085-001 du 16/02/2022) et octobre 2022 (FONDASOL - référence PR.67EN.21.0085-002 du 19/10/2022) portant sur des investigations sur les sols, les eaux souterraines sur la base d'une étude de vulnérabilité et de sensibilité des milieux et l'établissement d'un plan de gestion.

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date 04 avril 2022 référencé SAF/IP/256_2022 ;

Vu les résultats d'analyses des eaux souterraines prélevées en janvier et en août 2022 dans le cadre des études susvisées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées SAF/IP/2023_1033 en date du 2 juin 2023 établi à la suite de la visite de contrôle du site susvisé effectuée le 20 avril 2023 ;

Considérant que les activités de la société CAL ont été à l'origine d'une pollution des sols et des eaux souterraines, notamment par des dérivés d'engrais, mise en évidence dans les différentes études susvisées et par la surveillance de la qualité des eaux souterraines exercée par l'exploitant durant l'année 2022 ;

Considérant que la subsistance confinée de pollutions sur le site nécessite de poursuivre une surveillance de son éventuel impact sur les eaux souterraines ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire de s'assurer de l'absence pérenne d'impact du site susvisé sur les eaux souterraines en surveillant leur qualité en conditions de basses eaux et de hautes eaux ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Champ et portée du présent arrêté

La COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL), dont le siège social est 5 rue de la Vologne à Laxou, est tenue de respecter les prescriptions fixées par le présent arrêté pour surveiller l'impact sur les eaux souterraines de ses anciennes installations de stockage d'engrais exploitées sur le territoire de la commune d'Ecrouves.

Article 2 : Plan de surveillance des eaux souterraines

Article 2-1: Réseau de surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance des eaux souterraines se compose a minima des trois ouvrages de contrôle suivants : PZ1, PZ2 et PZ3 tels que localisés dans les diagnostics environnementaux adressés dans le cadre de la cessation d'activité.

Article 2-2: Fréquence de surveillance et paramètres suivis

Le contrôle de la qualité des eaux souterraines de la nappe phréatique est fait à fréquence semestrielle, en périodes de basses eaux et de hautes eaux.

La surveillance de la qualité des eaux souterraines est à mettre en oeuvre pendant une période minimale de 4 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le niveau piézométrique de la nappe phréatique est relevé dans chaque ouvrage lors de toutes les campagnes de prélèvements des échantillons d'eaux souterraines.

Les substances polluantes à rechercher et à doser dans les eaux souterraines sont les suivantes :

- Ammonium (NH₄)
- Azote KJELDAHL (NTK)
- Nitrate (N)
- Azote Global (NGL)
- Orthophosphate (PO₄)
- Potassium (K)

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (valeurs de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Article 3 : Transmission des résultats de la surveillance des eaux souterraines

La transmission des résultats des surveillances semestrielles des eaux souterraines par l'exploitant du site désigné à l'article 1er du présent arrêté, à l'inspection des installations classées, est réalisée à partir du site internet de Gestion Informatique des Données de l'Autosurveillance Fréquente (GIDAF) dans le mois suivant la réalisation des prélèvements.

Les résultats sont accompagnés de courbes d'évolution de la qualité de ces eaux souterraines au droit de chacun des piézomètres visés à l'article 2.1 de ce même arrêté, d'un tableau récapitulant les niveaux piézométriques de la nappe phréatique relevés dans les ouvrages de contrôle (exprimés en mètre NGF) et de commentaires d'interprétation des résultats appropriés.

Dans le cas où les polluants mesurés dans la nappe aquifère seraient susceptibles de présenter un risque pour la santé humaine et que ce risque est lié à l'ancienne activité de la CAL (évolution significative de la situation depuis le diagnostic environnemental d'octobre 2022 en ce qui concerne la différence entre les valeurs mesurées en amont et en aval hydraulique du site), des mesures de gestion de la pollution devront être proposées par l'exploitant.

Il convient de privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu de supprimer les sources de pollution ;
- en deuxième lieu de désactiver les voies de transfert ;
- en dernier lieu d'optimiser le bilan environnemental global.

En tout état de cause, les mesures proposées garantissent la maîtrise des sources de pollution et de leurs impacts.

Article 4 : Bilan quadriennal

L'exploitant du site désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté effectue un suivi régulier de la surveillance environnementale mise en place.

Sans préjudice des dispositions qui peuvent être mises en œuvre en cas de constat d'anomalies, un bilan de cette surveillance est effectué tous les quatre ans afin d'adapter cette dernière, le cas échéant, aux évolutions constatées.

Ce bilan examine la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre, ainsi que les modalités de la surveillance. En particulier, les données acquises sur ces quatre années viennent s'insérer dans le schéma conceptuel préétabli pour entériner l'efficacité des mesures de gestion mises en place.

Ce document intègre un bilan des contrôles réalisés pour s'assurer de la pérennité des mesures de gestion mises en œuvre et mentionnées dans le diagnostic environnemental complémentaire susvisé et référencé PR.67EN.21.0085-002 (FONDASOL, 19/10/2022), notamment le maintien du confinement (enrobés) au-dessus de la source de pollution identifiée.

Il est adressé au Préfet par l'exploitant du site désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté **au plus tard dans les six mois suivant l'échéance quadriennale.**

Article 5 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à la présente injonction préfectorale, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : Voies et délais de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présentes pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé-recours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Execution

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la Société Coopérative Agricole Lorraine

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Ecrouves

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le 06 JUIL. 2023

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général



Julien LE GOFF